

25 octobre 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Hosni Moubarak, Président de la République arabe d'Égypte, à l'issue du voyage officiel en Égypte, sur les perspectives de paix au Proche-Orient, Ismailia, le 25 octobre 1988.

Je remercie le Président Moubarak pour ses paroles de bienvenue, pour ses vœux à l'occasion du double événement qu'il vient de rapporter, étant entendu que la réélection est quand même plus prometteuse que l'anniversaire.

- Il m'était très agréable, en tout cas, d'entreprendre ce voyage qui est en fait le premier depuis le mois de mai de cette année, le voyage que j'ai effectué en Amérique étant en effet prévu auparavant, quelles qu'aient été les circonstances.

- C'est donc aussi pour moi une façon de marquer, comme je l'ai fait à diverses reprises pendant mon premier septennat, l'attachement que je porte à l'Égypte et à son Président.

- Nous plongeons ici dans l'histoire de l'humanité et en même temps, nous voyons bien que se dessine aussi, ici, un certain nombre des signes du futur. Les relations entre l'Égypte et la France sont au beau fixe. Nos échanges bilatéraux sont entretenus avec vigilance, et nous n'observons pas de difficultés particulières. J'ai pu profiter, pendant ces quelques heures d'une conversation féconde avec le Président Moubarak, qui a bien voulu m'informer de ses dernières conversations, notamment de ses conversations à Aqaba avec le Roi Hussein et M. Arafat. Nous avons également parlé de beaucoup d'autres problèmes. D'abord ceux qui touchent à cette région : du côté de l'Asie, avec la trêve entre l'Irak et l'Iran, je pourrais dire la paix, j'aimerais dire la paix et le dramatique destin du Liban. Nous avons également, bien entendu, parlé des problèmes propres au continent africain, au Nord comme au Sud. Enfin selon un tour d'horizon qui nous est familier, nous avons échangé nos vues sur le développement du tiers monde et sur le problème de l'endettement. Je n'ai rien d'autre à ajouter. Si mesdames et messieurs les journalistes désirent nous poser des questions, nous sommes là pour y répondre. Nous ne disposons pas de beaucoup de temps. Je réitère avant de terminer, les remerciements que je dois au Président Moubarak.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment appréciez-vous la dernière rencontre à Aqaba où il y eut un sommet entre M. Moubarak et M. Arafat et sa Majesté le Roi Hussein ? Trouvez-vous de nouveaux éléments dans la recherche de la paix dans la région ?

- LE PRÉSIDENT.- C'est un pas en avant. Ils sont si rares dans ce domaine qu'on ne peut que remarquer celui-ci. Ceux qui ne se parlaient plus, discutent. L'autorité politique et morale du Président Moubarak s'exerce justement.

- QUESTION.- Est-ce que la solution est proche ?

- LE PRÉSIDENT.- Je viens déjà de dire que je me réjouissais de toutes les occasions de dialogue et le Président Moubarak a pu susciter un dialogue qui avait cessé depuis bien longtemps.

- On n'imagine pas qu'il puisse y avoir une solution aux problèmes posés en particulier aux Palestiniens, sans que ces derniers y soient partie prenante. Je vous répète donc que je trouve cette démarche tout à fait positive. Ainsi peut avancer, grâce à des initiatives de ce type, la

démarche que nous préconisons : c'est-à-dire une conférence internationale dont se détermine, peu à peu, le contenu.

- QUESTION.- Comment pourrait se dérouler cette conférence ? Qui y participera ? Qui la présidera ?

- LE PRESIDENT.- Cela n'a pas été traité. J'ai en effet préconisé une conférence internationale avec un comité préparatoire qui pourrait - je parle au conditionnel, naturellement - qui pourrait être préparé par les pays membres permanents du conseil de sécurité. Et M. Gorbatchev a présenté à l'opinion une solution de ce type. Nous en avons parlé l'un et l'autre, M. Gorbatchev et moi-même. Les démarches peuvent naturellement se rejoindre. Mais nous n'avons pas franchi la distance qui nous sépare de l'organisation de la conférence et la question de savoir comment elle serait présidée. Au demeurant, il appartient d'abord au pays de la région de prendre la part la plus éminente à la façon de régler ce problème.\

QUESTION.- Ma question est adressée aussi bien au Président Mitterrand qu'au Président Moubarak. Quelle place a occupé le Liban dans vos conversations ? Et quelle appréciation portez-vous des différentes initiatives ? Pensez-vous que ces initiatives peuvent aller dans le sens que vous préconisez ?

- LE PRESIDENT.- Moi, je ne connais pas de propositions nouvelles qui permettent d'éclairer la route du Liban et je maintiens les mêmes principes visant à la souveraineté, à l'unité et à la défense de ce pays.

- LE PRESIDENT MOUBARAK.- Mon opinion personnelle concernant la question du Liban, je l'ai souvent répétée : il n'y a pas de solution pour le Liban, et il ne saurait y en avoir tant que les forces étrangères n'oteron pas leurs mains de ce pays. Il faut laisser les Libanais eux-mêmes trouver des solutions aux problèmes libanais et les Libanais croyez-moi en sont capables. Qu'il s'agisse d'ingérence de forces étrangères, de la Syrie ou autre, cela ne peut que compliquer les choses et cela mènera à la fin du Liban. Je le répète encore une fois, otez vos mains de ce pays, otez vos mains du Liban. Je m'adresse à la Ligue arabe qui, j'espère, se réunira pour mettre précisément les points sur les "i", concernant ce problème libanais si délicat. Sinon, quand la Ligue arabe ou quand ce sommet arabe se réunira-t-il pour mettre les points sur les "i" ? Car nous pouvons parler d'une catastrophe au Liban. C'est une situation dramatique et il ne saurait donc y avoir de solution dans une rencontre arabe et sans laisser le soin aux Libanais d'apporter des solutions à leurs problèmes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, sans évoquer les résultats des prochaines élections israéliennes, repartez-vous convaincu que ce rapprochement d'Aqaba, comme ces conversations avec le Président Moubarak vont faire progresser cette conférence internationale que vous préconisez tous les deux ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que c'est un progrès. Oui, oui, je pense que c'est un progrès, je le répète.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez examiné les solutions proposées par les uns et les autres ?

- LE PRESIDENT.- Avant de s'engager plus qu'il ne convient dans l'énoncé des solutions, il serait très intéressant de connaître dans le détail les positions des uns et des autres sur la future conférence internationale.

- LE PRESIDENT MOUBARAK.- Pour répondre à la question qui vient d'être posée, il s'agit, je précise, de définir les frontières, sinon il y aura des doutes à ce sujet, des doutes en Israël et l'on s'imaginera que le pays englobe l'ensemble. Il faut définir les frontières.

- QUESTION.- Monsieur le Président, s'il vous plaît...

- LE PRESIDENT.- Ce sera la dernière question, parce que nous sommes tenus par l'emploi du temps.

- QUESTION.- Avez-vous évoqué la situation que l'on a actuellement dans les territoires occupés par Israël ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons naturellement tenu compte de tous les éléments de la situation qui existent à l'heure actuelle.

- LE PRESIDENT MOUBARAK.- En réponse à cette question, dans une semaine, il y a les

Assemblée législative en Israël et Sharmine d'été et il y aura également la formation de

elections legislatives en Israel, et Shamir a déclaré qu'il préférerait personnellement la formule de Camp David. Si Shamir réussit aux élections, ce sera grâce au peuple israélien et s'il ne réussit pas, ce sera également dû au peuple israélien. De toute façon, en ce qui concerne la préférence pour Camp David, il avait déjà refusé, voir même gelé Camp David. Et tel que cela a été dit aux Etats-Unis, Shamir a changé l'esprit de Camp David, l'esprit qu'avait voulu le Président Carter lui-même. Shamir n'a pas été d'accord pour Camp David à la Knesset. Et voilà que sur la scène internationale, aujourd'hui, apparaît une nouvelle déclaration à l'heure où il y a beaucoup d'initiatives. De toute façon "qui peut ressusciter ? Seul Dieu le peut".

- Pour le problème palestinien, oui effectivement, il n'y a qu'une seule solution. Combien de solutions voulez-vous qu'il y ait ? Toutes les parties concernées qui veulent apporter une solution à ce problème ont aujourd'hui la possibilité d'avancer sur la voie de conférence internationale en s'appelant et tous les Palestiniens doivent être d'accord. Je dis bien tous. De même que tous les Arabes doivent être d'accord pour s'engager sur cette voie.\